

LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°480 (8 NOVEMBRE 2026)

RÉSULTATS DES MIDTERMS ET LIQUÉFACTION DU BLOC CENTRAL

APRÈS LA VAGUE DÉMOCRATE, LES SUITES DU MANDAT TRUMP

Introduction

Philippe Meyer :

Les Démocrates ont arraché mardi aux Républicains le contrôle de la Chambre des représentants et du Sénat. Un désaveu majeur pour Donald Trump, qui a reconnu la défaite de son camp et s'est dit prêt à travailler avec les Démocrates. Cette victoire, une première depuis 2006 pour un parti minoritaire dans les deux chambres le même soir, s'est concrétisée grâce à des gains significatifs dans plusieurs États conservateurs comme l'Iowa, le Kansas, l'Ohio, les deux Carolines et le Texas. Les électeurs ont sanctionné l'inflation, la hausse des prix des carburants liée au conflit en Iran, ainsi que le manque de contrôle du Congrès sur l'exécutif et la corruption de la famille Trump. C'est aussi le résultat d'un entêtement du président à pousser ses propres candidats, même lorsque ceux-ci étaient très controversés ou contestés. C'est également dû à une érosion de sa base électorale : en 2 ans, les Républicains ont perdu le soutien de toutes les catégories sociales qui avaient fait la victoire de Trump, avec des bascules en faveur des Démocrates de plus 17 points chez les hommes, de plus de 18 chez les non-diplômés, de plus 28 chez les hispaniques, de plus 32 chez les jeunes de moins de 30 ans.

Ce basculement politique va profondément modifier les deux dernières années de mandat du président américain. Forts de leur nouvelle majorité, les Démocrates entendent exercer une surveillance stricte de l'administration, avec au programme l'ouverture d'enquêtes ciblant les affaires financières de la famille Trump, les grâces présidentielles et la politique d'immigration. Toutefois, si le

Congrès peut freiner Trump sur les « tariffs », le retrait de l'Otan ou l'Iran, il ne pourra pas défaire sa politique. Le président américain conserve, outre son droit de veto d'importantes prérogatives exécutives en politique étrangère et son statut de commandant en chef, mais il voit son emprise sur son propre parti s'effriter. Il avait supplié les électeurs de « *faire comme si* » son nom figurait sur les bulletins. Ils l'ont pris au mot. Le tsunami démocrate est d'abord une déroute personnelle. Face à ces défaites, Donald Trump s'est empressé de rejeter la responsabilité sur ses troupes. Officiellement devenu un *lame duck* (un canard boiteux), il se retrouve dans une position inédite d'affaiblissement, politiquement et institutionnellement.

Il faut s'attendre à ce que la lutte de pouvoir constitutionnelle et les confrontations virulentes entre le Congrès et la Maison-Blanche rythment les deux années qui viennent. Le président américain a prévenu qu'il n'hésiterait pas à se transformer en « *Monsieur Veto* ». Un veto, que seuls les deux tiers des deux chambres peuvent surmonter. Le nouveau Congrès ne siégera que le 3 janvier 2027.

Béatrice Giblin :

Mercredi matin, tout le monde a poussé un « ouf » de soulagement devant cette déculottée, cette raclée infligée à Trump en son nom propre. Philippe vient de rappeler qu'il avait demandé aux électeurs d'imaginer que son nom figurait sur les bulletins. Les choses étaient donc claires : il s'agit d'abord d'un rejet de Trump et de sa politique. Il ne faudrait pas y voir un soutien aux Démocrates, dont la cote de popularité n'est guère meilleure que celle des Républicains, avec seulement trois points d'écart entre les deux partis.

Ce qui me rassure, c'est la résilience de cette démocratie américaine dont nous observions avec inquiétude la dérive autoritaire. La question peut encore se poser, mais les élections se sont bien déroulées et la victoire est suffisamment nette pour que Trump lui-même ne puisse la contester, même s'il commence à évoquer de possibles résultats faussés. Je doute que ces accusations aillent très loin. Autre élément intéressant : les démocrates n'ont pas seulement gagné sur les deux côtes, mais aussi dans le centre des États-Unis, au Kansas, dans les deux Carolines, dans l'Iowa et même dans l'Ohio, où un démocrate a remporté le siège de J. D. Vance, devenu vice-président. Le charcutage électoral n'a pas davantage payé. Face à une vague aussi importante, le redécoupage des circonscriptions, pourtant considérable en Floride, au Texas et ailleurs, n'a pas suffi. Les électeurs latinos et noirs, dont le soutien à Trump en 2024 nous avait surpris, l'ont rejeté en raison de la brutalité insupportable de sa politique migratoire et d'une politique économique ouvertement favorable aux riches, surtout à sa propre famille, au détriment d'une population qui peine de plus en plus à faire face. Les inégalités violentes provoquent de puissantes réactions d'hostilité. Nous ferions bien de nous en souvenir. Cette réaction est saine.

Reste à savoir ce qui va suivre. Trump, malgré ses fanfaronnades, est un animal blessé, humilié. Il faut toujours se méfier des individus humiliés, qui peuvent devenir dangereux et s'enfermer dans leur ressentiment. Un autre élément pourrait jouer sur le plan international : la situation en Israël. Son allié Netanyahou n'est pas assuré de conserver le pouvoir. Nous pourrions voir émerger, espérons-le, une alliance autour du parti de Gadi Eisenkot, avec peut-être, pour la première fois, la participation ou le soutien des Arabes israéliens, qui pourraient au moins ne pas s'y opposer. Nous n'en sommes pas encore là, mais cela changerait considérablement la donne internationale.
Quant aux Démocrates, leur électorat est très hétérogène, ce qui est normal : il rassemble des jeunes très à gauche, des personnalités de centre gauche et de centre droit modérées. Il leur faudra trouver un projet et un candidat pour l'incarner. Ce n'est pas gagné, mais ce n'est pas perdu non plus, car dans le camp adverse, les couteaux vont sortir pour déterminer qui s'éloignera le plus vite de Trump afin de préparer sa succession. Nous entrons dans deux années qu'il faudra suivre de très près.

Akram Belkaïd :
Nous avons assisté, d'une certaine manière, au pendant inverse de la révolution conservatrice de 1994, lorsque les républicains, sous la houlette de Newt Gingrich, avaient déferlé au Congrès pendant la présidence de Bill Clinton. Mais il faut rester prudent : les élections de mi-mandat provoquent régulièrement des bouleversements aux États-Unis, qui ne durent pas toujours. Gardons-nous donc de tirer des conclusions définitives pour 2028, car c'est désormais la séquence qui s'ouvre.
Les raisons de la déroute républicaine ont été énoncées. La question est maintenant celle du projet démocrate. Le Parti démocrate repose sur plusieurs piliers : un courant centriste et modéré, un courant conservateur, celui des fameux *Blue Dogs*, ces élus du Sud qui refont leur apparition, notamment avec

James Talarico au Texas, et un courant plus à gauche, incarné par Bernie Sanders ou encore par l'élu du Michigan Abdul El-Sayed.

Une personnalité commence toutefois à se dégager pour la présidentielle de 2028 : le sénateur de Géorgie Jon Ossoff, l'un des plus jeunes élus au Sénat en 2021. Il symbolise l'évolution progressive du Parti démocrate. Initialement très modéré, prudent sur l'extension de l'assurance maladie et sur la fiscalité, il a vivement attaqué Trump pendant sa campagne, tout en intégrant davantage les revendications de l'aile gauche. Ancien journaliste, auteur de documentaires dénonçant la corruption et les crimes de guerre, il est particulièrement engagé sur les droits humains et la justice sociale. Il pourrait constituer un bon candidat de compromis, même si, aux États-Unis, tout reste possible. C'est un homme éloquent, dont je trouve les discours plus structurés et moins « *faiseur* » que ceux d'Obama. Ses interventions sont précises, étayées, et la presse américaine commence à lui consacrer de nombreux portraits en le présentant comme un possible candidat démocrate en 2028.

Un autre point essentiel de cette élection est l'importance de ce que les Américains appellent « *the affordability* ». Nous traduisons souvent cette notion par le pouvoir d'achat, mais ce n'est pas exactement cela : il s'agit de la capacité à financer les dépenses essentielles. Aujourd'hui, de nombreux Américains ne peuvent plus assurer leur couverture santé. Quant aux prix de l'essence, ils atteignent des niveaux jamais vus. Cette question de la capacité financière, et donc de la lutte contre les inégalités, a été au centre de la campagne et sera déterminante. Elle balaie les discours selon lesquels l'Amérique se déchirerait avant tout sur les questions woke. C'est le réel qui a repris ses droits.

Enfin, les Américains n'ont pas seulement voté pour le Sénat et la Chambre des représentants, mais aussi pour les gouverneurs et une multitude d'élus locaux. Nous avons vu des jeunes démocrates de 19 ans accéder à des fonctions de conseillers juridiques et même, dans un État du Sud, un candidat être élu à une assemblée locale alors qu'il avait annoncé son retrait de la course. Cette vague

démocrate a touché tout le pays. Les exemples les plus emblématiques sont pour moi le Kansas, le Texas et le Mississippi, où le résultat définitif n'est pas encore connu, mais où le candidat démocrate est au coude-à-coude avec la candidate républicaine. C'est du jamais-vu.

Philippe Meyer :
Le Texas est particulièrement remarquable. Le redécoupage électoral, le *gerrymandering*, y avait été d'une brutalité telle qu'il devait garantir tous les sièges aux Républicains. Or, c'est précisément là qu'ils sont tombés.

Michaela Wiegel :
Je voudrais remettre en question l'affirmation selon laquelle ce résultat ne serait pas un soutien aux Démocrates. Il y a certes eu du dégagisme, mais surtout la confirmation de la célèbre formule d'un conseiller de Bill Clinton en 1992 : « *it's the economy stupid*. » Les analyses montrent que les électeurs passés de Trump aux Démocrates l'ont fait essentiellement pour des raisons économiques. Comme vient de le dire Akram, il s'agit de savoir comment continuer à participer à la vie quotidienne, alors même qu'on travaille. Il faut rappeler que, dans l'histoire récente des États-Unis, seuls deux présidents ont remporté les élections de mi-mandat : Bill Clinton en 1998 et George W. Bush en 2002. Tous les autres ont perdu des majorités. Nous nous attendions donc à une défaite de Trump, mais pas à une défaite aussi spectaculaire.
Le Texas illustre quelque chose de plus profond. James Talarico, qui souhaitait devenir pasteur, a mené campagne sur des valeurs du protestantisme américain qui semblaient perdues. La question de ce que la corruption révèle de l'état du pays pourrait devenir un fil conducteur. Le Congrès n'a pas tous les pouvoirs, et le veto présidentiel restera important, mais il peut lancer des investigations et engager des procédures judiciaires concernant le népotisme qui entoure Trump. Le président lui-même bénéficie de l'immunité présidentielle, mais ce n'est pas le

cas de ses ministres et conseillers. Je m'attends donc à une avalanche d'affaires judiciaires.

L'émergence de nouvelles personnalités est également rassurante. Après la lourde défaite de Kamala Harris, nous avions l'impression que les jeunes Démocrates se tournaient vers Bernie Sanders, qui n'incarne pourtant pas le renouvellement. Jon Ossoff, en revanche, est particulièrement intéressant. Son élocution rappelle celle du jeune Obama, peut-être même en mieux. J'ai notamment regardé des extraits de son interrogatoire du secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth, devant une commission du Sénat, sur les raisons pour lesquelles la guerre en Iran n'avait pas atteint ses objectifs. Il ne lâchait pas sa proie et Hegseth était manifestement en difficulté. Avant même sa réélection, Ossoff avait ainsi mis en difficulté plusieurs personnalités de l'entourage de Trump.

Son élection a aussi une résonance particulière en Allemagne. Juste avant le scrutin, le patron d'Audi, entreprise très fragilisée comme l'ensemble de l'industrie automobile européenne, avait envisagé de construire une nouvelle usine en Géorgie pour échapper aux droits de douane américains, alors même que le groupe licenciait massivement en Allemagne. Il s'était prêté à une campagne électorale aux côtés de Trump en Géorgie. Or, au lendemain de l'élection, l'une des premières informations a été que cette usine ne se ferait probablement pas. Les industriels européens, nombreux à vouloir investir aux États-Unis, vont devoir procéder à un important réveil stratégique.

Enfin, le rejet des *data centers* par une partie de la population américaine mérite aussi notre attention, notamment en Europe, alors qu'on nous présente constamment les États-Unis comme l'eldorado de l'Intelligence Artificielle. Cette élection montre que l'enthousiasme pour les affaires aux États-Unis est peut-être prématuré.

Jean-Louis Bourlanges :

Béatrice a dit « *ouf* », et c'est le mot juste. Nous avons tous ressenti une

profonde satisfaction en constatant que l'Amérique n'avait pas quitté les rives de la démocratie. Quels que soient les résultats et les incertitudes sur l'avenir de Trump, nous avions le sentiment effroyable que notre grand allié depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale avait basculé dans ce qu'il faut bien appeler le fascisme. Je n'aime pas employer ce mot, souvent galvaudé, mais Trump en présentait toutes les caractéristiques : racisme, concentration du pouvoir, mépris des libertés, nationalisme. Nous ignorions jusqu'où cette dérive pouvait aller.
L'ampleur de la victoire démocrate nous a surpris, mais surtout réconfortés. Certains résultats, notamment au Texas, avaient été anticipés, mais leur ampleur restait difficile à prévoir, compte tenu de la complexité du système électoral américain, où chaque État dispose de deux sénateurs, quelle que soit sa population. Les grands États Démocrates et les petits États du Midwest sont ainsi représentés de la même manière. Le résultat constitue donc un immense soulagement, une sorte de plébiscite pour la démocratie. On peut désormais se demander si le mistigri n'a pas franchi l'Atlantique. Jusqu'ici, c'étaient les États-Unis qui menaçaient l'ordre démocratique et libéral construit après la guerre. Désormais, les fragilités apparaissent surtout en Europe occidentale, particulièrement en France. La balle est dans notre camp.
Sur les raisons de cette défaite, j'ai toujours considéré Trump comme un personnage ubuesque, mêlant absurdité totale et violence dictatoriale, comme chez Jarry. Plusieurs facteurs se sont combinés. Les Américains ont été heurtés par les ruptures démocratiques et par une corruption à ciel ouvert, dont on pouvait d'ailleurs s'étonner qu'elle ne suscite pas plus tôt davantage de réactions. Sur le plan économique, la politique des « *tariffs* » a échoué. Les économistes avaient prévenu que les droits de douane seraient payés par les habitants du pays qui les imposait. C'est exactement ce qui s'est produit : les consommateurs américains, y compris les conservateurs, ont dû payer plus cher de nombreux produits.
En politique extérieure, les fantaisies de Trump, comme le changement de nom

du golfe du Mexique, ont suscité un désaveu et du mépris, y compris chez les Républicains, tant elles paraissaient dérisoires. Sur l'Ukraine, une réaction réelle s'est manifestée, notamment parmi les électeurs républicains traditionnellement hostiles à la Russie. Les propos absolument incroyables de Steve Witkoff sur « l'humanisme » de Poutine ont constitué une goutte d'eau faisant déborder le vase, mêlant rejet géopolitique et indignation morale.

Enfin, Israël et surtout l'Iran ont pesé, avec les conséquences directes de la guerre sur les prix du pétrole. Les Américains paient toujours leur essence beaucoup moins cher que nous, mais la hausse par rapport à leurs habitudes a été considérable. Tous ces facteurs ont nourri un rejet qui montre que l'Amérique ne s'est pas définitivement égarée.

Quant aux conséquences, Trump conserve beaucoup de pouvoirs, mais n'a plus les moyens politiques de mener sa grande politique provocatrice. Son principal instrument était l'intimidation. Il faisait peur à la presse, aux parlementaires et aux partenaires internationaux. Désormais, il ne fait plus peur. Il est politiquement mort, même s'il ne l'est pas institutionnellement. Il conserve ses décrets présidentiels et d'importantes prérogatives exécutives, mais son autorité politique est brisée. Que va-t-il se passer pendant les deux prochaines années ? Sans doute pas grand-chose, car chacun observe les autres. Le trumpisme est terminé, y compris au sein du Parti républicain. Vance, Rubio, Tucker Carlson et tous ceux qui envisagent de succéder à Trump ne pensent plus qu'à leur avenir. Ils se retrouvent dans la même situation que le bloc central face à Macron. Les Démocrates, de leur côté, restent profondément divisés sur des sujets majeurs, notamment Israël. Mais ils ont accompli une évolution importante en substituant à la croisade wokiste un vieux fonds ouvriériste, que Trump a évidemment qualifié de marxiste, alors qu'il constitue la base historique du Parti démocrate.

L'expression *lame duck* est d'ailleurs un peu abusive dans ce contexte. Aux États-Unis, elle désigne normalement la période qui sépare l'élection d'un nouveau président de sa prise de fonction, lorsque deux présidents coexistent en

quelque sorte. Mais l'image est parlante. Nous avons donc une Amérique profondément incertaine, qui a fait un choix fondamental sans avoir rien résolu. Il faut s'attendre à des épisodes très durs au Congrès, à de nouveaux *shutdowns* et à une paralysie réciproque des Démocrates et des Républicains.

Michaela Wiegel :
Je suis tout à fait d'accord sur la fin du trumpisme. On le voit déjà avec la tentative de J. D. Vance de prendre ses distances avec la guerre en Iran, en affirmant qu'il y avait toujours été opposé. Mais que signifie cette évolution pour l'Europe ? Sur ce point, je serais beaucoup plus prudente. Je ne vois pas de perspective de tournant favorable aux Européens, que ce soit sur l'Ukraine, l'OTAN ou les droits de douane. Nous devons donc rester vigilants et engagés. Le Parti démocrate est certes très divisé, mais nous assistons pour la première fois au début d'un renouvellement. Ce qui était particulièrement frustrant lors de la candidature de Kamala Harris, c'était cette impression de prolongation de l'ère Biden, sans aucune personnalité nouvelle. Il avait fallu se rabattre sur une vice-présidente qui avait déjà déçu. Aujourd'hui, une multitude de nouveaux talents émerge, y compris parmi les gouverneurs. Cette élection a donné lieu à de nombreuses premières.

Philippe Meyer :
Je ne voudrais pas attrister la compagnie, et j'ai naturellement éprouvé le même soulagement en découvrant les résultats de mardi. Mais je n'oublierai pas de sitôt le degré de servilité dans lequel le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis ont sombré pendant deux ans. Je n'ai jamais imaginé que « *Monsieur Smith au Sénat* », le film de Frank Capra avec James Stewart, reflétait fidèlement la réalité. Mais voir les élus descendre à un tel degré de bassesse, de servilité et de flatterie laisse peu de raisons de leur accorder durablement notre confiance …

VERS LA LIQUÉFACTION DU « BLOC CENTRAL » ?

Introduction

Philippe Meyer :

Depuis l'échec du maintien de l'ordre des 17 et 18 octobre, le jeu politique se focalise sur l'opposition entre le Rassemblement national, dans le rôle du parti de l'ordre, et La France insoumise, dans celui du parti de la rue. À six mois du premier tour de l'élection présidentielle, les candidats apparentés au bloc central - Gabriel Attal, Edouard Philippe et Bruno Retailleau - enregistrent un tassement marqué de leur potentiel électoral. Ils ne parviennent pas à se départager et voient Marine Le Pen poursuivre sa course en tête. Dans un sondage Ifop-Fiducial pour LCI et Le Figaro publié le 3 novembre, Édouard Philippe descend sous la barre des 10% sur laquelle Raphaël Glucksman se maintient en perdant 2 points et demi. Gabriel Attal, Bruno Retailleau, Éric Zemmour et David Lisnard vivotent à plus ou moins 5%, (7% pour David Lisnard) tandis que Marine Le Pen est à 35% et Jean-Luc Mélenchon à 18%. L'une gagne 1 point, l'autre en engrange 3 de plus. Malgré de très nombreuses propositions depuis le début d'une campagne rythmée par les crises, les deux anciens locataires de Matignon semblent inaudibles et pâtissent de leur image d'héritiers d'Emmanuel Macron. Éclipsés par la crise sociale et politique qui polarise le pays, et confrontés à un vent de dégagisme après un décennat d'Emmanuel Macron, les deux anciens Premiers ministres et candidats à l'Élysée s'efforcent plus que jamais de se démarquer du chef de l'État pour sauver leur campagne. Depuis le 17 octobre, la droite et le centre rivalisent d'inventivité répressive, avec des accents toujours plus éloignés du macronisme originel. Gabriel Attal et Bruno Retailleau,

réclament à l'exécutif le recours à l'état d'urgence, un ensemble de dispositions exceptionnelles et provisoires surtout prévues pour lutter contre le terrorisme ou limiter les libertés publiques lors d'une crise sanitaire comme le Covid, tandis qu'Edouard Philippe déclare vouloir de rétablir la « *double peine* » contre les délinquants étrangers, ou encore de développer la reconnaissance faciale et les techniques de marquage indélébile pour mieux identifier les casseurs.
À l'heure où le bloc central déserte l'Assemblée nationale, le gouvernement collectionne les défaites sur les textes budgétaires Depuis début octobre, l'Assemblée nationale examine le budget 2027. Conscients que tout ou presque se joue ailleurs : à Bercy, à Matignon, à l'Élysée, ou dans la rue, les députés renâclent à siéger en séance. Le 23 octobre le projet de loi de financement de la Sécurité sociale a été refusé en première lecture et mercredi ils ont rejeté en première lecture, à l'unanimité des votes exprimés, le projet de budget de l'État.

Michaela Wiegel :

Nous passons du soulagement à la consternation, sinon de l'espoir au désespoir. J'ai essayé de prendre un peu de recul : il est normal qu'après dix ans au pouvoir, une fin de règne soit difficile, et que plusieurs candidats du camp présidentiel cherchent à succéder à Emmanuel Macron. Mais ce qui rend la situation si inquiétante, c'est l'absence totale d'accord sur la manière de désigner un candidat ou une candidate capable de rassembler le centre. Nous avons en outre l'impression qu'il n'est question *que* de personnes. Certes, le système présidentiel français accorde davantage d'importance au caractère qu'au programme, mais il est stupéfiant que seuls l'extrême gauche et l'extrême droite déroulent leur programme, tandis que le centre reste *incapable* de proposer concrètement un avenir aux Français.

C'est aussi ce qui inquiète les autres pays européens. Nous retrouvons, d'une certaine manière, la situation du référendum de 2005, avec une alliance des extrêmes pour rejeter l'Union européenne de l'intérieur. Il ne s'agit plus de défendre explicitement le Frexit, mais les promesses de Marine Le Pen, si elles étaient appliquées, conduiraient à un blocage de l'Union européenne. Jean-Luc Mélenchon annonce lui aussi qu'il ne respecterait plus les règles européennes qui lui déplaisent, en affirmant que lorsque la France dit non, les autres finiront par trouver un compromis avec elle.

Nous aurions espéré que les candidats du centre proposent une vision de l'Europe, reconnaissant ce qui doit être critiqué dans son fonctionnement actuel, mais montrant une voie possible. Cela paraît d'autant plus nécessaire au regard de la situation financière catastrophique de la France après dix ans de macronisme, aggravée par la suspension de la réforme des retraites, obtenue notamment par les socialistes en échange de leur soutien au gouvernement de

Sébastien Lecornu. Or, aucune personnalité ne se dessine. J'ai comparé cette situation à la fin du règne de Jacques Chirac, qui fut tout sauf agréable. Mais à l'époque, deux personnalités se détachaient, dont l'une manifestait une énergie et une détermination extraordinaires pour accéder à la présidence. Chez Édouard Philippe, je ne ressens ni cette énergie ni cette volonté de s'imposer.

Akram Belkaïd :

Nous assistons à l'échec d'un récit politique fondé sur le postulat qu'il suffit, pour être élu président de la République, d'accéder au second tour face à Marine Le Pen ou Jordan Bardella. On compte alors sur le barrage républicain, les appels à la mobilisation et le rejet du Rassemblement national. Tout a été organisé comme une fusée à deux étages, consistant à ménager un temps le Rassemblement national pour permettre ensuite à un candidat du centre, voire de l'extrême centre, de l'affronter.

Au passage, cher Philippe, on peut passer directement de l'état solide à l'état gazeux : cela s'appelle la sublimation, et c'est précisément ce à quoi nous assistons. Il est d'ailleurs assez amusant de voir Édouard Philippe et Gabriel Attal s'accuser mutuellement d'être macronistes. On croit rêver.

Je voudrais cependant aborder un point sur lequel je sais être minoritaire autour de cette table. Sans être électeur de La France insoumise et sans avoir jamais voté pour ce parti, je ne considère pas qu'il soit d'extrême gauche. Qualifier LFI d'extrême gauche revient à dire que Mitterrand et son programme commun de 1974 relevaient de l'extrême gauche. Je vous invite à comparer attentivement les deux programmes, mesure par mesure. Ce que propose LFI n'est pas de l'extrême gauche. Lutte ouvrière et le NPA sont des partis d'extrême gauche. On peut évidemment critiquer La France insoumise, notamment sur la faisabilité de son programme ou sa position vis-à-vis de l'Europe. Mais ce qui me choque dans cette qualification, c'est qu'elle conduit à mettre sur le même plan, à égalité, les deux partis susceptibles de se retrouver au second tour. À mes yeux, ce discours

témoigne d'une indulgence à l'égard du Rassemblement national.

Béatrice Giblin :

La première question concernant l'avenir du bloc central est de savoir si l'on peut vraiment parler de « bloc ». Un bloc est quelque chose de soudé, qui pèse. Ici, nous avons plutôt un ensemble de petits cailloux complètement dispersés. La notion même de bloc central est illusoire. Nous sommes face à une fragmentation totale, sans vision ni programme. Ces candidats défendent à peu près la même orientation, guère différente de celle que nous venons de subir pendant dix ans, sans parvenir à se distinguer véritablement.

Deux d'entre eux ont été Premiers ministres, dont l'un pendant plus de deux ans. Il leur est difficile d'effacer ce passé, notamment à Édouard Philippe, dont la politique a contribué à la radicalisation des Gilets jaunes. Il était à la tête du gouvernement et s'est montré sourd à un certain nombre de revendications. Il n'est donc pas étonnant qu'il ne suscite aujourd'hui guère d'enthousiasme. Nous sommes en outre dans un contexte général de dégagisme. On l'observe aussi en Suède, où un parti de droite soutenu par l'extrême droite peut être rejeté tout autant qu'un gouvernement de gauche. Ce phénomène ne frappe pas seulement la gauche : la droite est également concernée.

Dans ces conditions, la situation du bloc central est extrêmement difficile. D'une certaine manière, les électeurs ne veulent plus voir ses représentants. Le problème est que les alternatives ne sont pas nécessairement rassurantes. Les événements du 17 octobre ont aggravé cette situation. Je voudrais rappeler la carte des pillages, comparée à celle du parcours de la manifestation. Hormis les abords de la place de la République, les deux ne coïncidaient absolument pas. La manifestation du côté de la place de Clichy et les pillages commis dans les quartiers aisés de la rive droite étaient totalement dissociés. Il n'y avait donc pas de lien direct entre les deux phénomènes. Pourtant, ces événements ont entraîné une radicalisation des discours sur le maintien de l'ordre à droite, confortant

Marine Le Pen dans son image de représentante du parti de l'ordre. Je serais d'ailleurs curieuse de voir ce qu'il en serait réellement si elle arrivait au pouvoir … C'est là que la situation s'est cristallisée. Je trouve extrêmement grave que plusieurs dirigeants du bloc central dérivent aussi clairement vers la droite. Je ne vois pas comment les qualifier autrement. Si l'on refuse de parler d'extrême gauche à propos de LFI, on ne peut plus véritablement parler de centre à propos de certains de ces responsables.

Jean-Louis Bourlanges :

Nous sommes effectivement dans une situation dramatique pour ce qui n'est absolument pas un bloc. Béatrice a raison : c'est plutôt un arc, une plateforme qui déborde de tous côtés et qui, de surcroît, se rétrécit. Les causes sont profondes. Sans être exagérément marxiste, bien que j'aie beaucoup d'admiration pour le grand sociologue allemand, il faut reconnaître que les classes moyennes traversent une situation extrêmement difficile en France, en Europe et aux États-Unis. La mondialisation, Alain Minc avait raison sur ce point, a été heureuse pour le tiers-monde. Elle a considérablement réduit la famine et la pauvreté. Mais elle a été extrêmement préjudiciable aux classes moyennes des pays développés, désormais plongées dans une profonde précarité, encore aggravée par les perspectives terrifiantes de l'Intelligence Artificielle.

Ces populations ont le sentiment de ne plus avoir d'issue. Elles ne réagissent pas rationnellement, mais par le déni et le refus, en réclamant toujours davantage de crédits pour s'en sortir, ce qui constitue évidemment une impasse et les éloigne du bloc central. Face à cette situation, les responsables du centre ont d'abord fait preuve de paresse. Il ne s'agit pas nécessairement de produire un programme détaillé. Une élection présidentielle se gagne sur un caractère et une orientation. Or, le caractère, on le cherche, et l'orientation, on ne la trouve pas. Nous n'avons que des mesurettes et des dispositions éparses, qui ne signifient rien. Les Français veulent savoir quelle orientation sera prise sur l'immigration, l'Europe,

l'Ukraine, la fiscalité, la reconstruction du tissu social, la décentralisation ou encore la refonte de l'Éducation nationale. Tous ces grands sujets auraient dû être abordés. Or : rien, rien, rien. Silence radio. C'est extrêmement grave. Je ne comprends pas pourquoi des responsables intelligents, entourés en principe de collaborateurs astucieux, ne se sont pas mis au travail pour proposer une orientation équilibrée, capable de démontrer l'inanité des propositions des deux extrêmes. Nous pourrons toujours discuter de la qualification d'extrême gauche pour LFI.

La deuxième cause est la défaillance d'Emmanuel Macron dans l'organisation de son camp. Je me souviens qu'au moment de mon ralliement en 2017, j'avais publié dans *Telos* un article expliquant qu'il existait deux manières de réaliser la conjonction des centres. La première était bonapartiste : un chef rassemble autour de lui des individus atomisés. La seconde était une solution à l'allemande, reposant sur des forces politiques structurées. Nous avions une droite rationaliste, incarnée notamment par Alain Juppé, un centre chrétien autour de François Bayrou, une gauche social-démocrate avec Jean-Yves Le Drian, Richard Ferrand et quelques autres, ainsi qu'une tradition radicale, parfois franc-maçonne. Toutes ces sensibilités existent dans la société française et auraient pu être organisées politiquement.

Macron a choisi la première voie, ce qui est catastrophique. Dès lors qu'il est lui-même profondément mis en cause, au moins depuis la dissolution, il ne reste plus rien. C'est un phénomène de liquéfaction, d'atomisation, de sublimation ou de gazéification, peu importe le terme. Reste le problème de la gestion de ce qui nous divise. Comme nous le disions à propos de Trump, la stratégie de déstabilisation par la rue et le recours à la violence de Mélenchon est assez payante. Elle nous oblige à nous concentrer sur ce que Macron fait ou ne fait pas, sur ce que Lecornu fait ou ne fait pas. Or, Lecornu n'a même pas un deux de trèfle pour gagner sa partie de poker.

L'opinion est entièrement absorbée par ces événements, ce qui empêche

quiconque de tenir un discours de fond. Cette agitation encombre les six derniers mois du quinquennat. Il ne s'agit pas de rejeter Macron, qui disparaîtra dans six mois, mais de proposer quelque chose. Or, nous sommes constamment parasités.

Michaela Wiegel :

Je voudrais revenir sur cette question de la qualification d'extrême gauche. Il faut distinguer les différentes phases du mitterrandisme. La première, en association avec les communistes, était effectivement assez radicale, mais le tournant de la rigueur dans les années 1980 a profondément changé les choses. Ce qui distingue surtout Jean-Luc Mélenchon, c'est sa remise en cause, par petites touches, du monopole de la violence légitime de l'État. Il l'assume complètement. Nous nous souvenons de la scène lors de la perquisition de ses locaux, mais aussi, plus récemment, des propos du maire de Saint-Denis affirmant que la violence pouvait être légitime.

C'est une différence majeure. Il y a aussi l'utilisation de la rue comme instrument de pression politique. Je sais bien qu'à l'époque de Mitterrand, il existait également des mobilisations populaires, mais l'usage actuel de la rue me paraît d'une autre nature. Et cette stratégie échappe parfois à Mélenchon lui-même, comme l'ont montré les événements du 17 octobre. Il ne s'agit pas de mettre sur le même plan l'extrême droite et l'extrême gauche, mais cette radicalité est assumée et je ne vois guère d'autre terme pour la qualifier.

Akram Belkaïd :

Nous ne serons peut-être pas d'accord sur le fond, mais ce qui me frappe, c'est le caractère exceptionnel des circonstances actuelles. La mondialisation connaît de graves ratés, les revendications se multiplient et les peuples se soulèvent partout dans le monde.

Or, face à ces bouleversements, le discours longtemps dominant, celui de ce

bloc qui n'existe pas, n'apporte *aucune*proposition novatrice. On nous propose surtout davantage de ce qui existait déjà, alors qu'il faudrait précisément s'arrêter pour réfléchir à autre chose. Ma brève sera d'ailleurs liée à cette question.

Philippe Meyer :
Je parlais tout à l'heure de la servilité des élus américains envers Trump. Le même problème pourrait être soulevé à propos de Jean-Luc Mélenchon. Quand on observe la servilité et le suivisme de son entourage, de Mathilde Panot à Sandrine Rousseau, en passant par Antoine Léaument, qui nous explique que la Chine n'est pas une dictature et que la France possède elle aussi des camps de concentration … Il existe chez certains une extraordinaire capacité à avancer en rampant.

Béatrice Giblin :
C'est une caractéristique de Mélenchon : l'autoritarisme. Si vous ne pensez pas comme lui, dehors.

Akram Belkaïd :
La servilité se retrouve aussi chez les macronistes. Quand j'entends Richard Ferrand suggérer qu'Emmanuel Macron pourrait éventuellement envisager un troisième mandat, je tombe des nues. Je me demande dans quel système nous vivons.